

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

INVESTIR

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Le Liban a traditionnellement été ouvert aux investissements directs étrangers, bien que l'instabilité politique récente, les déséquilibres macroéconomiques et une crise de change aient terni l'attrait du pays. Selon le [Rapport mondial sur l'investissement 2023](#) publié par la CNUCED, les entrées d'IDE ont été estimées à 458 millions de dollars en 2022, en baisse de 24,3 % par rapport à l'année précédente. Pendant ce temps, le stock d'IDE s'est élevé à 70,5 milliards de dollars. Par le passé, les IDE ont stimulé la création d'emplois et dynamisé les secteurs de l'information, de la technologie et de l'industrie, mais les obstacles réglementaires et institutionnels ont affecté les perspectives de diversification des IDE. Ces dernières années, le Liban a été frappé par une série de chocs : une crise économique et financière, suivie de la pandémie de COVID-19, d'une crise politique, de l'explosion au port de Beyrouth, et plus récemment, l'escalade des attaques entre le Hezbollah et Israël. La crise économique sans précédent a eu de grands impacts négatifs persistants qui ont continué à affecter le pays, dissuadant les IDE. Historiquement, les principaux investisseurs étrangers au Liban sont la France, les États-Unis, les Émirats arabes unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Jordanie et l'Égypte ; les investissements étant principalement orientés vers l'immobilier, les services financiers et le tourisme (dont la majorité se concentre à Beyrouth ou aux alentours - données IDAL). Une grande partie des investissements provient de la diaspora libanaise (surtout dans le secteur immobilier) et prend la forme de fusions-acquisitions (par opposition à peu d'investissements en création d'entreprises).

La grave crise économique et politique que traverse le Liban et le défaut de paiement souverain continueront d'affecter la confiance des investisseurs. D'autres facteurs qui entravent déjà les IDE comprennent le chômage élevé, la fuite des cerveaux, les pénuries d'énergie et les obstacles réglementaires. De plus, le secteur financier libanais a imposé des contrôles de capitaux ad hoc, empêchant la plupart des Libanais de transférer de l'argent à l'étranger, bien que près des deux tiers des comptes dans les banques libanaises soient libellés en dollars. Selon la Banque mondiale, la dépression du Liban devrait figurer parmi les trois crises économiques les plus graves depuis les années 1850, car la monnaie du pays a perdu plus de 98 % de sa valeur depuis 2019, contribuant à une inflation record en raison de la dépendance excessive du Liban aux importations. Après le défaut de 2020, le Liban est incapable d'emprunter sur les marchés internationaux des capitaux. La plupart des analystes voient l'avenir économique à court et moyen terme du Liban comme sombre, avec probablement une austérité budgétaire, des contrôles de capitaux persistants, une dévaluation supplémentaire et une éventuelle imposition aux déposants fortunés pour recapitaliser le secteur bancaire. Ces évolutions affecteront le potentiel du Liban en tant que destination d'investissement étranger, dégradant sa position dans les années à venir. D'autres préoccupations comprennent la sur-réglementation, l'octroi arbitraire de licences, la législation obsolète, des tribunaux peu efficaces, des impôts et des frais élevés, une infrastructure économique médiocre et des troubles sociaux. En conséquence, le Liban se classe au 154e rang sur 184 pays dans l'[Indice de liberté économique de 2023](#).

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	1.607	605	458
Stocks d'IDE (millions USD)	69.477	70.083	70.540

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Nombre d'investissements greenfield*	4	1	5
Value of Greenfield Investments (million USD)	28	0	12

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Liban	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	9,0	6,4	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,8	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	4,7	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

POURQUOI CHOISIR D'INVESTIR AU LIBAN

Les points forts

Avec son économie libérale, le Liban attire les investisseurs étrangers depuis de nombreuses années. Les avantages de l'investissement au Liban comprennent:

- Le pays peut représenter une porte d'entrée vers d'autres pays du Moyen-Orient et vers de nombreuses économies émergentes grâce à sa situation géographique
- La main-d'œuvre relativement occidentalisée est hautement qualifiée
- Il existe peu de restrictions à l'investissement et il existe encore d'importantes opportunités d'investissement dans les domaines de la reconstruction des infrastructures de base et productives, de la construction et des supermarchés
- La grande diaspora (il y a plus de Libanais à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur) garantit des flux financiers récurrents vers le pays, injectant ainsi des liquidités dans l'économie nationale
- La découverte de gisements de gaz naturel offshore devrait permettre au pays de réduire sa dépendance énergétique et offrir de nombreuses opportunités pour les secteurs connexes.

Les points faibles

Inconvénients pour l'investissement au Liban:

- Exposition aux tensions géopolitiques dans la région
- Instabilité politique: le paysage politique est divisé selon des critères religieux, politiques et culturels
- Agitation sociale provoquée par un déclin des services publics et une insécurité alimentaire croissante
- Les entreprises peuvent rencontrer des difficultés: manque de transparence dans le système de licences et procédures douanières compliquées, tribunaux inefficaces, taxes et frais élevés, entre autres
- Depuis octobre 2019, le secteur financier libanais a imposé des contrôles ad hoc des capitaux

- Depuis 2019, la monnaie locale a perdu plus de 95% de sa valeur sur les marchés de change secondaires
- Le niveau de la dette publique est insoutenable et l'état et la Banque du Liban sont en faillite

Les mesures mises en place par le gouvernement

Le droit des affaires libanais, très libéral en matière de liberté des affaires, est en principe très ouvert à toutes les formes traditionnelles d'investissement. Par ailleurs, afin de faciliter toutes les formalités administratives d'établissement des entreprises par les investisseurs, la loi n ° 360 du 16 août 2001 relative à la promotion des investissements a créé une agence gouvernementale IDAL (Investment Development Authority of Lebanon). Cette agence, placée sous l'autorité directe du Premier ministre, accorde de nombreuses exonérations fiscales, ou propose des régimes d'exception, à condition que l'investissement soit dans des secteurs d'activité définis, dans des zones désignées et à partir d'un montant d'investissement fixe. De même, l'agence a le pouvoir de délivrer les licences et permis nécessaires. En outre, IDAL a créé la Business Support Unit (BSU), qui fournit gratuitement des conseils juridiques, comptables et financiers aux startups de tous les secteurs.

La loi libanaise sur l'investissement n ° 360 introduit des incitations personnalisées par le biais d'accords globaux pour les grands projets d'investissement, notamment des exonérations fiscales pour une période pouvant aller jusqu'à 10 ans, des réductions des frais de construction et de permis de travail et une exonération totale des droits d'enregistrement foncier.

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Les secteurs économiques clés

Les TIC, les soins de santé, la sûreté et la sécurité, la gestion des déchets et le franchisage ont toujours attiré les investissements étrangers.

Pour des informations détaillées sur les incitations disponibles pour des secteurs spécifiques, consultez la section « Secteurs clés » sur le portail de l'Autorité de développement des investissements du Liban (IDAL)..

Les secteurs à fort potentiel

Le secteur le plus attractif est le secteur de l'énergie, en particulier pour la production d'électricité, les énergies renouvelables et l'exploration pétrolière et gazière.

Les programmes de privatisation

Le Haut Conseil de la privatisation et des partenariats (HCP) gère les projets de privatisation et de partenariat public-privé. Bien que des lois aient été approuvées pour privatiser le secteur des télécommunications (loi 431) et le secteur de l'électricité (loi 462), aucun progrès n'a été réalisé.

En 2017, le ministère de l'Énergie et de l'Eau a lancé des appels d'offres pour les centrales solaires en vertu de la loi IPP et a délivré trois licences de centrales éoliennes depuis lors. Les appels d'offres pour deux IPP pour turbines à gaz à cycle combiné devaient être lancés en septembre 2019, mais le plan a été retardé.

Enfin, la Bourse de Beyrouth (BSE) aurait dû être privatisée suite à un décret de l'Autorité des marchés de capitaux (CMA), mais la corporatisation n'a pas encore eu lieu.

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

[Tenders Info](#), Appels d'offres au Liban

[DgMarket](#), Appels d'offres dans le monde

[Council for Development and Reconstruction \(CDR\)](#), Information sur les appels d'offres attribués et en cours de publication.

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques

Les secteurs de la téléphonie fixe et du transport d'énergie sont fermés aux investisseurs nationaux et étrangers car ils sont actuellement exploités par des entreprises publiques, qui ont un monopole de fait.

La Banque centrale détient 99,23% du transporteur aérien Middle East Airlines, dont le monopole devrait prendre fin en 2024.

Les secteurs en déclin

Le pays traverse l'une de ses pires crises politiques et économiques. Une étude d'InfoPro Research, un cabinet de conseil en économie local basé à Beyrouth, a révélé qu'un cinquième des entreprises ont cessé ou suspendu leurs activités depuis le début de 2019, dont la moitié ont fermé leurs portes au cours des cinq premiers mois de 2020. La plupart des secteurs ont été affectés.

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les autres ressources utiles

[Banque centrale du Liban](#)

[Ministère de l'économie et du commerce](#)

Les guides de l'investisseur

[Guide commercial 2019 du Liban- trade.gov](#)

[Doing Business au Liban - Banque mondiale](#)

[Faire des affaires au Liban - UHY \(en anglais\)](#)